



Frente Farabundo Marti para la Liberación Nacional
El Salvador, Centro America

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA REPRESENTATION
OFFICIELLE DU FMLN PARIS, FEVRIER MARS 1990 [n°2]

 **Venceremos**



SOMMAIRE

- . EDITORIAL
- . ENTREVUE AVEC LE COMMANDANT SCHAFICK HANDAL
- . ACTIONS DU FMLN
- . AMERIQUE CENTRALE: AIDE DES ETATS-UNIS
- . COMMUNIQUE DU FMLN DU 2 FEVRIER
- . ELECTIONS AU NICARAGUA: COMMUNIQUE DU FMLN
- . COMMUNIQUE DU FMLN
- . EN BREF

Pour tout renseignement auprès du FMLN, s'adresser à :

. Esmeralda CARDENAS
FMLN
Boîte Postale 27301
75024 PARIS Cedex 01
France

TEL. (1) 46 71 12 90
FAX (1) 49 60 85 80

Soutien à l'édition
du bulletin :
Paris CCP 1720992 Z

L° P 13315

EDITORIAL

On a vu au cours des derniers mois un affrontement de plus en plus marqué entre dictature et démocratie, affrontement qui s'exprime maintenant sur des questions telles que le niveau de participation de l'ONU dans le conflit salvadorien et qui se manifeste dans les tentatives des militaires et d'ARENA d'obstruer tout espace politique et clore l'affaire de l'assassinat des Jésuites, et dans les efforts réalisés par toutes les autres forces sociales et politiques du pays pour ouvrir de nouveaux espaces politiques, mettre fin à l'état de siège et négocier.

Alors que Cristiani déploie tout un travail diplomatique pour donner au monde l'image d'un gouvernement qui progresse vers la démocratie, ce sont ses amis du parti Alliance République Nationaliste (ARENA) et les militaires qui contredisent de façon répétée, en actes et en paroles, ces prétendus progrès.

Ainsi, pendant que Cristiani soutient à l'extérieur au "il peut y avoir d'autres personnes impliquées" dans le meurtre des prêtres, D'Aubuisson, lui, déclare que "cette affaire est close" et qu'il n'y aura pas d'autres responsables. Même scénario quand Cristiani affirme aux Etats-Unis qu'il n'y a plus de persécution contre l'église et va jusqu'à rencontrer les organisations religieuses de ce pays pour les en convaincre, tandis qu'au Salvador l'armée continue la chasse aux prêtres sous le prétexte trop bien connu qu'ils ont des liens avec le FMLN.

Cette tournure de la lutte est apparue au sujet de la prorogation ou non de l'état de siège. Cristiani s'est rendu aux Etats-Unis portant la bannière de l'"ouverture" et a annoncé la levée du couvre-feu sur tout le territoire en précisant que l'état de siège devait être abrogé par l'Assemblée Législative car il n'avait plus de "raison d'être". Contredisant peu après ces déclarations, le Colonel René Emilio Ponce, chef de l'Etat-Major, a affirmé catégoriquement que les conditions qui avaient entraîné l'état de siège n'avaient pas disparu et imposaient donc de le maintenir. Mieux encore, ARENA a pris la défense des militaires sur ce point, par la voix de son Président Armando Calderon Sol, lequel a affirmé qu'il appartenait aux militaires de décider de la prorogation de l'état d'exception. Entre-temps, l'Assemblée Législative renvoyait la balle au pouvoir exécutif en soutenant que c'était au Conseil des Ministres de trancher sur sa prorogation puisque c'était lui qui l'avait approuvé le 12 novembre 1989.

Outre le fait qu'ils éclairent sur le caractère arbitraire et anti-juridique de cette décision, ces faits confirment ce que l'on sait déjà, à savoir que son approbation fut le résultat des intérêts politico-militaires du moment, et qu'elle a été imposée par les militaires à Cristiani. Il apparaît à l'évidence aujourd'hui aussi que ce sont les militaires qui luttent pour le maintien de l'état d'exception afin de poursuivre la répression du mouvement social sans entraves ni obstacles légaux. On a pu vérifier concrètement cet état de fait lorsqu'après les déclarations de Cristiani, le Haut Commandement a militarisé la zone périphérique de San Salvador en invoquant une soi-disante "nouvelle offensive" du FMLN, créant ainsi la tension dans la population pour justifier l'état de siège.

Les négociations concernant la restitution du campus universitaire à ses autorités viennent confirmer cette réalité puisque, en dépit de sa réouverture virtuelle, le Colonel Francisco Helena Fuentes, Commandant de la troupe qui avait investi le centre d'études, a fait savoir que l'"armée continuerait de garder les installations universitaires".

On a pu constater cette situation d'"interférence militaire permanente" dans les décisions fondamentales de l'état dans les menaces à peine voilées des militaires à l'adresse des partis politiques, qui transparaisent dans les présumées déclarations attribuées par l'armée à un militant du mouvement chrétien, selon lesquelles le FMLN avait donné l'ordre au mouvement social et à ses militants de faire pression sur les partis politiques pour obtenir l'abrogation de l'état de siège. En ce sens, le recours d'inconstitutionnalité contre celui-ci présenté à la Cour Suprême de Justice par l'Union Nationale Ouvrière Pazsanne (UNOV) fera le test d'une autre vérité, à savoir que cet organe de l'état a servi de couverture à la tête des chefs militaires.

Cela est apparu clairement avec l'assassinat des Jésuites puisque "juridiquement" les seules confessions valides sont celles des soldats qui ont reconnu l'exécution du crime.

Enfin, la question de la participation de l'ONU dans le conflit salvadorien a également mis à nu le régime politique. En effet, les déclarations du Colonel Mauricio Ernesto Vargas et d'Armando Calderon Sol révèlent que le gouvernement voudrait en réalité que le rôle de Monsieur Perez de Cuellar soit de pure forme, ce qui est en contradiction totale avec les résolutions de l'ONU et les attentes de la communauté internationale. Dire que le fait de reconnaître Monsieur Perez de Cuellar comme médiateur c'est reconnaître au FMLN sa qualité de force belligérante et l'espace qu'il occupe au plan international, revient à refuser la médiation de l'ONU. Mais cette volonté de faire obstacle apparaît plus nettement encore lorsque Calderon Sol précise que Monsieur Perez de Cuellar participerait, non pas en qualité de Secrétaire Général de l'ONU, mais en tant que personnalité politique.

Plus encore, de telles déclarations écartent y compris sa participation en qualité de témoin -possibilité que Cristiani avait soulevée avant son voyage aux Etats-Unis - repoussant ainsi en début d'année la demande formulée par Perez de Cuellar en sa qualité de médiateur. Tout cela explique pourquoi Cristiani s'est bien gardé, lors de la brève conférence de presse après son entrevue avec Perez de Cuellar, de parler de médiation et de témoin, et s'est limité à évoquer le fait que ce qu'il demandait au Secrétaire Général de l'ONU c'était qu'"il fasse tous les efforts possible pour reprendre le dialogue". C'est pour cela qu'il a très clairement refusé la participation d'autres forces sociales à la table du dialogue.

**ENTREVUE AVEC LE COMMANDANT SCHAFICK HANDAL:
LE FMLN A PROPOSE A L'ONU LA REPRISE DES NEGOCIATIONS AVEC CRISTIANI**

Le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale, a proposé aux Nations-Unies, la reprise du dialogue avec le gouvernement d'Alfredo Cristiani, avec comme médiateur le Secrétaire Général Javier Perez de Cuellar et l'appui logistique et politique d'un groupe de pays latino-américains et européens, Mexique inclus, a annoncé ici Schafick Handal, l'un des cinq membres du Commandement Général de l'insurrection salvadorienne.

Dans un deuxième temps, selon la proposition émanant de la guerrilla, devraient se constituer des tables rondes de travail auxquelles participeront l'église, les chefs d'entreprises, les partis politiques et les forces sociales organisées du Salvador pour chercher une solution de consensus à la crise.

La proposition du FMLN, pour reprendre le processus de négociation interrompu depuis trois mois, serait en substance identique à celle que la guerrilla a formulé ici en septembre dernière et en même temps une version amplifiée d'une initiative ayant eu lieu en janvier 1989, a affirmé le dirigeant. Cette position se résume à un cessez-le-feu, à l'incorporation du FMLN à la vie politique nationale et à une négociation pour un arrêt définitif des hostilités. Pour chacun de ces points la guerrilla a posé des conditions et a demandé des garanties.

Pour l'ARENA, "tout doit continuer comme avant". Une nouvelle réunion serait répéter la réunion de Caracas (fixée par les deux parties pour novembre dernier et dont l'échec est dû à la réprobation véhémente du FMLN devant la montée de la répression durant le mois d'octobre.

Pour la guerrilla, Monsieur Perez de Cuellar doit agir formellement ou de fait comme un médiateur, instaurer le dialogue entre chacune des parties, et essayer que celles-ci rapprochent leurs positions et non pas établir une série de réunions, sans s'assurer qu'il y ait des progrès dans la négociation. Le médiateur doit obtenir que les positions s'améliorent et progressent.

Une gestion de l'ONU, pour formuler un schéma de négociations dans lequel participeraient les Etats-Unis, l'Union Soviétique, Cuba et les parties salvadoriennes n'a pas pu se concrétiser, a informé le dirigeant. En décembre dernier, Monsieur x Perey de Cuellar avait réclamé une réponse rapide, mais Washington a répondu négativement à la mi-janvier. Moscou et la Havane ont, en principe, manifesté leur disposition à coopérer à un projet semblable. En ce qui concerne cette initiative, la position du FMLN est que "la solution doit être trouvée entre Salvadoriens. L'ONU doit servir de médiatrice. Une fois obtenus des accords, il conviendrait qu'il y ait des garants à ces accords, à cet effet il pourrait être fait appel à l'un de ces pays ou aux trois, a précisé le Commandant de la guerrilla.

Selon Schafick Handal, les accords du sommet présidentiel centroaméricain, de décembre dernier, à San José, concernant le Salvador, n'ont eu dans la pratique aucun poids. Nous ne considérons pas ces réunions comme des instances qui nous obligent à quelque chose. Nous avons une nation divisée, avec un double pouvoir. Ces sommets auxquels nous ne participons pas, nous ne les reconnaissons pas comme une juridiction légale, et nous ne nous sentons pas tenus envers eux par une quelconque obligation.

La résolution émanant de cette rencontre, appelée Déclaration de San Isidro de Coronado, établit le soutien des autres gouvernements de la région à Cristiani et demande la rédition du FMLN.

Les sommets régionaux, cependant ont résolu de promouvoir le dialogue et la négociation au Salvador et nous soutenons ce point. Mais nous ne pouvons soutenir, par exemple, la symétrie que l'on veut nous imposer avec la "Contra" nicaraguayenne. En ce moment, a rappelé Schafick Handal, les Nations-Unies sont en train de mettre en application l'un des accords du sommet ayant eu lieu au Costa Rica: la surveillance par l'intermédiaire d'un corps spécial pour l'Amérique Centrale (ONUCA) de possibles fournitures d'armes au FMLN. "Nous allons respecter les gens de l'ONU, mais nous ne sommes pas d'accord avec leur mission.

Le Commandant Schafick Handal, a souligné que ce qui est arrivé est le résultat d'un processus objectif et que la loi physique qui affirme que tous les corps tendent à remplir le vide s'applique aussi en politique. Les Etats-Unis n'avaient pas besoin d'un accord pour cela et quand on a commencé à dire qu'on savait que cela devait arriver, il ne s'est agit que d'une simple propagande pour affaiblir encore plus la résistance.

Telle est la situation, non seulement de l'Amérique Centrale, mais du Tiers Monde en général, et de façon plus restreinte, de l'Amérique Latine. Il y a un aspect commun entre les théories et les politiques des pays développés et celles de l'Europe de l'Est qui font abstraction du Tiers Monde. Elles représentent ce que serait une politique du "Nord" pour le "Nord", cependant les uns et les autres parlent d'humanisme et de démocratie. Mais, quelle est la nature de cette humanisme et démocratie ? a-t-il demandé, si l'on fait abstraction des deux tiers de l'humanité, c'est-à-dire, du Tiers Monde.

Le Commandant Handal a affirmé que l'Amérique Latine est le fer de lance du Tiers Monde et que ceux qui peuplent le sous-continent doivent élaborer leurs propres théories et gagner un espace propre. nous ne pouvons plus occuper seulement l'espace que l'on nous laisse.

Sur le plan politique, a-t-il précisé, nous ne pouvons plus suivre l'eurocentrisme. Cela a été un temps satisfaisant mais cette heure historique est révolue. Ce qui serait valable c'est de faire s'accorder ces différents peuples, avec des délais historiques plus longs et à condition que le Tiers Monde cesse d'être exclu. C'est pour cela que des changements structuraux, politiques et économiques élaborés par nous sont nécessaires, a indiqué le Commandant Handal. Il a souligné qu'il y a quelque chose de nouveau dans les relations entre l'impérialisme et le Tiers Monde. Un affrontement dans de nombreux aspects -auparavant l'affrontement était simplement de classe- ce qui explique pourquoi de nombreux gouvernements ne soutiennent plus inconditionnellement et tacitement l'impérialisme. Il a ajouté qu'il existe un défi important lancé aux forces les plus progressistes, ce défi réside dans la grande tentation de renouer avec l'eurocentrisme, mais aujourd'hui pour la première fois le débat est ouvert et les choses ne se soumettent pas seulement à la loi de gravité. Nous apportons notre contribution en démontrant que la lutte révolutionnaire n'est pas dépassée, que la révolution avance.

Important soutien au sein même des Etats-Unis

Le Commandant Handal a commenté que l'expérience de la lutte du FMLN, leur a permis de nouer des contacts, souvent plus complexes que pour d'autres mouvements, d'établir des relations parfois de coopération, certaines de nature polémique, d'autres mettant en évidence d'importantes divergences, cela avec une grande quantité de gens. nous avons un important soutien dans le monde capitaliste développé et au sein même des Etats-Unis, ce soutien très actif s'est élargi. Avec le Tiers Monde nous avons atteint d'importants niveaux de convergence et nous entretenons des relations étroites avec les différents courants politiques mondiaux.

Nous pensons qu'il y a des bases pour pouvoir avancer dans l'élaboration déjà mentionnée et nous croyons que l'Amérique Latine est peut-être la mieux armée pour le faire. Nous pensons que nous devons mener à bien un processus de recherche par nous-mêmes. L'avenir de ces sociétés est démocratique, au sens propre du terme, c'est-à-dire, pluraliste et de transition vers des sociétés supérieures. Si le Tiers Monde est certain d'une chose, c'est que le capitalisme ne résout pas ses problèmes, qu'il est plutôt la cause de ses misères. Il devient alors évident que la réponse ne peut se trouver dans le monde capitaliste.

Un défi pour les Etats-Unis: d'adapter au monde

La propagande américaine sur l'échec du socialisme rappelle l'histoire du voleur qui crie "au voleur", pour éviter qu'on ne le poursuive. Il est important de souligner qu'il y a un défi lancé aux Etats-Unis: qu'ils s'adaptent au monde actuel et qu'ils fassent "leur yankistroika" afin qu'ils soient capables d'avoir un autre genre de relations avec l'Amérique Latine. Nous, nous ne suivons pas une ligne de confrontation et nous ne voulons pas mettre un terme à cette relation.

Nous -l'Amérique Latine- devons aller vers des sociétés supérieures. Le problème: c'est comment y accéder. Nous croyons qu'il y a des constantes qui doivent s'incorporer dès le premier moment telles que la démocratie, le pluralisme, etc... La plupart d'entre nous, signalé le Commandant Handal, continuons à croire qu'il faut aller vers le socialisme. A la question si c'est aller vers celui de maintenant, nous répondons que nous voulons aller vers un socialisme basé sur la critique de l'actuel. Il ne peut y avoir d'autre solution. Il a affirmé que s'il semble que nous soyons encore l'arrière-cour des Etats-Unis, ce qui est évident, c'est que maintenant cela ne nous plaît plus, et que cela ne plaît pas non plus à certains gouvernements. Ce qui est déjà quelque chose.

L'offensive de novembre devrait suffir

Après avoir affirmé, au nom du Commandement Général du FMLN, que si la négociation avec le gouvernement du Salvador avait avancée, le FMLN n'aurait pas lancé l'offensive de novembre et de décembre derniers. Le Commandant S. Handal a souligné que l'un des résultats majeurs de la dite offensive, est le passage du processus de dialogue-négociation à un niveau de plus grandes probabilités, de sérieux, c'est-à-dire, au passage à la médiation du Secrétaire Général des Nations-Unies, Javier Perez de Cuellar. Il a précisé que ce fait n'est pas le résultat de la réunion des Présidents centroaméricains à San Isidro, car déjà en septembre dernier le FMLN avait obtenu la participation du Secrétaire Général de L'ONU en tant que témoin, cependant les événements ont démontré que les possibilités de négociation étaient faibles et que l'on devait les amener à un autre cadre.

Nous avons insisté sur le fait que les Secrétaires de L'ONU et de l'OEA devaient jouer un rôle important qui assure d'une part un processus de négociation sérieux qui conduise à la discussion et à la négociation des propositions des parties.

L'ONU était déjà consciente de cela et au cours de l'Assemblée Générale du 15 décembre 1989, une résolution a été soutenue par 14 ou 15 pays dont le Mexique. Elle dépasse le thème des Droits de l'Homme et signale que le conflit du Salvador est un conflit interne, une guerre civile, à laquelle s'applique les normes internationales inhérentes à ce type de conflit. La résolution se prononce aussi en faveur de la médiation du Secrétaire Général de l'ONU. Il a souligné que le levier qui a permis de sortir de l'enlèvement et du feu d'apparence où l'Etat-Major des forces armées avait conduit, le dialogue, a été précisément l'offensive du 11 novembre, qui a mis fin à la spéculation sur la prétendue faiblesse et l'érosion du

FMLN. La guerre a montré notre radicale différence avec la "Contra" nicaraguayenne, de sorte que si à San Isidro, on a essayé de nous imposer des conditions identiques à la "Contra", trois jours après, l'ONU ne tenant pas compte de tout cela, prononçait la Résolution du 15 décembre.

Une grande campagne: le dialogue est épuisé

Après avoir signalé que les porte-parole de l'ARENA mènent une grande campagne de propagande par laquelle ils assurent que le dialogue est épuisé, la guerrilla croit. Schafik Handal a souligné que Monsieur Perez de Cuellar doit agir formellement ou de fait comme médiateur, c'est-à-dire qu'il doit y avoir un dialogue séparé avec chacune des parties, afin d'en dégager les positions et d'obtenir qu'elles se rapprochent. Il ne s'agit pas qu'il y ait une série de réunions, mais des progrès dans les négociations. Le rôle du médiateur implique que le Secrétaire Général doit obtenir que les positions convergent avant de commencer les réunions. Il a souligné que la solution au conflit salvadorien doit être trouvée entre Salvadoriens. Ce n'est pas la même chose que certains aident et que d'autres décident. Le rôle du médiateur est de tout mettre en oeuvre pour que nous, les Salvadoriens, arrivions à un accord. Nous considérons utile qu'il y ait un groupe de pays latino-américains qui apporte un soutien logistique et politique, avec le Mexique et l'Europe.

Handal a mis l'accent sur le fait que le FMLN considère sa proposition comme suffisante et qu'il n'est pas nécessaire d'y apporter des modifications autres que celles concernant le calendrier des réunions. Il a souligné l'importance de la recherche d'un consensus national au Salvador pour qu'à la fin, cette guerre n'implique pas le début d'une autre comme cela s'est passé au Nicaragua.

Nous savons que derrière tout cela se trouve le gouvernement des Etats-Unis

Schafik Handal a précisé que quand le FMLN dit que la solution doit être salvadorienne, il veut dire que les problèmes de fond doivent être résolus entre Salvadoriens. Nous savons que derrière tout cela se trouve le gouvernement des Etats-Unis, et que cette donnée doit être modifiée. L'offensive de novembre a engendré un débat aux Etats-Unis et a mis fin à l'idée que notre souplesse était une conséquence de notre faiblesse et que par conséquent il fallait laisser faire le temps. Handal a déclaré qu'on ne peut pas dire que le jugement des assassins des Jésuites marche comme sur des roulettes et que tous les groupes militaires en soient d'accord. Cela les préoccupe, et il semble que l'assassinat de Hector Oqueli a été perpétré par l'armée et s'inscrit dans le contexte tendant à prouver qu'ils sont capables d'agir. Le Commandant Handal a affirmé que le FMLN a en sa possession des renseignements qui montrent que l'assassinat a été perpétré par l'armée. L'utilisation des escadrons de la mort de l'extrême-droite n'est qu'une manoeuvre et il a précisé que l'action a bien été exécutée par l'armée, c'est une action du même genre que celle de l'exécution des six Jésuites et qu'elle a été décidée au plus haut niveau.

Inclure les partis politiques et les forces sociales

Il a souligné qu'en réalité la mission de médiateur du Secrétaire Général de l'ONU est d'amener les parties à se mettre d'accord sur un schéma de négociations, c'est-à-dire voir comment se constitueraient les tables de négociation auxquelles doivent participer l'église catholique, et les autres églises du Salvador, les organisations sociales et les forces politiques, de même que l'ONU.

Le Secrétaire de l'ONU sera en sorte un gestionnaire qui mettra en marche le processus de clarification du schéma.

Il a ajouté que leur proposition de paix a comme base un consensus qui garantie la paix et il a indiqué qu'il y a au Salvador des signes suffisants qui montrent que l'on commence à comprendre qu'il n'est pas possible de parler de plans économiques et de modèle de développement si l'on n'obtient pas auparavant la paix, c'est-à-dire une paix par la voie de la négociation. L'offensive de novembre est un message qui va dans ce sens et des chefs d'entreprises qui ont soutenu l'ARENA s'interrogent maintenant sur la poursuite du programme économique et demandent de le laisser en suspend.

Le Président Cristiani a suspendu l'application de certaines parties importantes du programme politique de l'ARENA. Et après l'offensive, des responsables de l'ARENA ont avancé une série de choses qui relèvent en fait du Président.

Un véritable test: la réunion avec Cristiani

Le Commandant Schafik Handal a indiqué qu'il semble se manifester au Congrès américain une certaine inquiétude devant la perspective d'une solution négociée. Ce qui ne veut pas dire qu'ils vont accepter que ces dernières sont des résultats de l'offensive de novembre et que la réunion Cristiani-Perez de Cuellar sera un véritable test. Tout cela prouve que nous avons eu raison de lancer l'offensive de novembre. Il s'agit maintenant de savoir: si d'autres offensives seront nécessaires; s'ils seront capables de choisir la voie la plus rationnelle. Nous, nous ne jouons pas avec cela, et nous croyons que cette démonstration devrait suffir. Cependant nous avons aussi la responsabilité, le devoir, d'avoir des plans militaires alternatifs qui renforcent les décisions politiques. Nous voudrions réellement que ne soit pas nécessaire une nouvelle offensive comme l'an dernier; mais s'ils continuent à affirmer que le FMLN est affaibli et exangue, cela n'est pas seulement un jeu, une simple propagande, et à suivre cette idée, nous devons nécessairement recouvrir à des pressions militaires plus fortes.

L'ARMEE QUADRILLE LA CAPITALE EN REPONSE AUX ACTIONS DU FMLN

Fin janvier-début février, le FMLN a accru sa pression en province comme dans la capitale, tout particulièrement dans les quartiers périphériques de cette dernière.

Trois entreprises de distribution d'appareils ménagers et de quincaillerie ont été sabotées à San Salvador où la guérilla a également harcelé des positions tenues par l'armée dans les quartiers de Mejicanos, de Colonia Espana et des environs de la caserne de la première brigade d'infanterie. A San Marcos, le FMLN a tendu par ailleurs une embuscade où six soldats ont été mis hors de combat.

Les opérations les plus marquantes du FMLN ont eu lieu dans les départements de San Miguel et de Morazan. Dans le premier, plus de 100000 dollars de pertes ont été occasionnées par le sabotage de la sucrerie "Chaparrasti" et d'une usine de détergent tandis que le FMLN attaquait les postes militaires d'osicala et d'El Aguacate. Dans le département de Chalatenango, des unités du bataillon Azmitia appartenant à la quatrième brigade d'infanterie ont été harcelées pendant douze heures sur les pentes du "Caballito" où elles ont perdu 42 hommes dont six (notamment trois officiers) ont été faits prisonniers par le FMLN qui a récupéré en outre un canon de 90 mm et sept fusils au cours de ces assauts où deux guerilleros sont tombés.

Le Capitaine René Merino qui commandait le bataillon Azmitia a abandonné ses troupes en plein combat.

Pour justifier le redéploiement des forces armées gouvernementales sur tout le territoire salvadorien, le chef de l'Etat-Major, le Colonel René Emilio Ponce, a déclaré que le FMLN voulait déclencher début février une offensive semblable à celle du mois de novembre dernier. Les porte-parole ont dit leur crainte de ce que les partis de l'opposition n'entraînent le vote par l'Assemblée Législative de la levée de l'état de siège.

Dans la région sucrière du département de San Vicente, l'armée gouvernementale a lancé une opération baptisée "marteau" pour protéger la récolte de la canne à sucre. Les troupes de la cinquième brigade d'infanterie et du bataillon numéro deux de Cabanas ont participé à cette opération où l'armée gouvernementale a affirmé avoir mis hors de combat trente-trois guerilleros.

Le 1er février, de nouvelles nominations ont été faites à la direction des forces armées gouvernementales, soit moins d'un mois après le précédent mouvement. Heriberto Hernandez, Directeur de la police de "Hacienda", devient chef de la sixième brigade d'Usulután. Il est remplacé à la direction de la police de "Hacienda" par le Colonel Ciro Lopez Roque, chef de la huitième brigade de Chalatenango. Le commandement de cette dernière n'a pas encore été attribué. Le Colonel Ricardo Alonso Casanova, chef de la sixième brigade remplace le Colonel Guillermo Benavides (mis en cause dans l'affaire du meurtre des Jésuites de l'Université) et devient Directeur de l'Ecole militaire. Le Colonel Nelson Ivan Lopez, du détachement numéro un de l'Etat-Major (division du personnel) est affecté au détachement militaire des ingénieurs (Demifa) où il remplace le Colonel Ricardo Martinez, ce dernier prenant la direction laissée vacante de la division du personnel. Le Colonel Alexander Mendez, chef de la troisième brigade, passe au département quatre (logistique) de l'Etat-Major. Le Colonel Arturo Lopez, ancien titulaire de ce poste, devient chef du Centre d'Entraînement Militaire (CEMFA). Le Colonel Carlos Rolando Herrarte, chef de la cavalerie, prend la direction de l'infanterie. Le Colonel Roberto Tejada le remplace à la direction de la cavalerie, abandonnant le commandement du bataillon Arce au Colonel Roberto Gonzalez.

AMERIQUE CENTRALE: AIDE DES ETATS-UNIS (en millions de dollars)

PAYS	1975 AIDE		1985 AIDE		1988 AIDE		1991 AIDE	
	total	mil.	total	mil.	total	mil.	total	mil.
EL SALVADOR	9.20	5.50	561.00	136.00	439.20	119.88	386.00	81.00
GUATEMALA	17.00	2.90	68.00	0.46	149.90	7.60	158.60	96.70
HONDURAS	39.60	4.20	286.57	67.40	242.00	81.53	207.80	45.60
COSTA RICA	2.80	-	216.05	11.23	123.48	2.45	84.70	0.86
TOTAL	68.60	12.60	1157.62	215.09	954.38	211.46	836.60	224.16

Sources: Menjivar Larin, Rafael: "La Asistencia Norteamericana en la Administración Reagan: Un ensai d'évaluation Flasco, Costa Rica. El Diario de Hoy, 31/01/90, pour l'année 1991

Note : Pour 1988, il s'agit de l'aide demandée

COMMUNIQUE DU FMLN du 2 février 1990

Le FMLN communique au peuple salvadorien et à l'opinion internationale:

1. Qu'il estime que l'acceptation par Cristiani de la participation au processus de négociations au Salvador du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies est un fait positif.
Il considère que la médiation de Monsieur Javier Perez de Cuellar et le cadre fourni par le forum international qu'est l'ONU engagent sérieusement les deux parties à négocier et ouvrent une réelle possibilité à un acheminement du processus vers une solution mettant fin à la guerre dans notre pays.
2. Que l'annonce d'une augmentation de l'aide économique et militaire en faveur du gouvernement salvadorien dans les prochains budgets des Etats-Unis que vient de faire l'Administration Bush apparait comme très négative au vu des chances de paix. Elle est l'expression d'une claire volonté de prolonger la guerre en faisant échouer la possibilité d'aboutir à une solution négociée du conflit salvadorien qui vient d'apparaître. L'aide américaine renforce les extrémistes. Les pressions politiques redeviennent nécessaires pour agir politiquement et renforcer une issue négociée.
3. Que l'armée continue à lancer des offensives militaires et à conduire une répression permanente. L'état de siège est maintenu; les assassinats, les arrestations, les persécutions contre les organisations populaires et religieuses se poursuivent. La presse est toujours censurée et les conventions internationales concernant l'évacuation des blessés de guerre du FMLN et les soins donnés à ces derniers sont violées.
4. Qu'il est incongru que le Colonel Ponce baptise ouvertement ses offensives contre les positions du FMLN "victoire" et "marteau" au moment où le gouvernement salvadorien demande au FMLN une suspension unilatérale de ses opérations. Tant que la répression et les vastes offensives militaires dans les campagnes se poursuivront, tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu concerté entre les parties, nous sommes dans l'obligation de rester sur le pied-de-guerre et d'utiliser nos forces armées de manière offensive en quelque endroit du territoire que ce soit afin d'obtenir des négociations sérieuses en vue d'une paix juste.

Commandement Général du FMLN

ELECTIONS AU NICARAGUA:**COMMUNIQUE DU FMLN AU PEUPLE SALVADORIEN ET A LA COMMUNAUTE MONDIALE**

1. Les élections nicaraguayennes ont montré au monde entier, de manière exemplaire, la vocation et l'engagement démocratiques assumés par le Front Sandiniste de Libération Nationale avec hardiesse et en toute responsabilité historique jusqu'à leurs ultimes conséquences.
2. La victoire de la Révolution Populaire Sandiniste en 1979 puis sa consolidation ont seules permis l'existence d'un processus électoral exemplaire par son honnêteté et son caractère démocratique: Il a été mis en oeuvre malgré les innombrables obstacles de nature illégale voire criminelle dressés pendant dix ans contre lui par la politique de Etats-Unis.

3. Nous regrettons, certes, l'insuffisance du score électoral réalisé par le Front Sandiniste lors de ce scrutin, qui a cependant ratifié le fait que ce dernier est la force politique la plus importante et la plus influente du Nicaragua et qu'il est, sans aucun doute, la principal garant du développement de la démocratie, par plus de justice sociale et de participation populaire.
4. Comme révolutionnaires nous sommes fiers de la probité, du sens des responsabilités, du sens de l'histoire, et de l'esprit conséquent de nos frères sandinistes. Le comportement politique qu'ils ont choisi donnera certainement au FSLN lui-même et aux forces démocratiques et révolutionnaires d'Amérique Centrale une plus grande légitimité, une plus grande force et la perspective de la victoire.
5. Le processus démocratique engagé par le Front Sandiniste au Nicaragua contraste avec l'étranglement systématique des libertés publiques, la répression massive, l'autoritarisme dictatorial, l'intransigeance et la monopolisation du pouvoir des groupes fascistes au sein de l'Etat-Major et de l'oligarchie salvadorienne et de leur parti, l'ARENA.
6. Dans la situation nouvelle créée par l'honnête processus démocratique nicaraguayen, nous redoublerons la lutte pour conquérir une démocratie authentique au profit du Salvador. C'est pour cette démocratie que notre peuple a et continue à donner sa vie. Pour réaliser cet objectif historique, le FMLN agira avec tous les secteurs et avec toutes les forces politiques et sociales du Salvador qui partagent avec lui les mêmes aspirations à la démocratie et au développement national.

Il appelle les Etats-Unis et le gouvernement du Salvador à cesser de faire obstacle plus longtemps à la négociation qui permettrait d'aboutir à un régime démocratique et de justice sociale et à une paix durable dont un large et réel consensus national est le seul fondement possible.

Commandement Général du FMLN
El Salvador, le 26 février 1990

COMMUNIQUE DU FMLN du 13 mars 1990

Le Commandement Général du FMLN, attentif aux appels lancés aux deux parties par les différents secteurs sociaux, politique et économiques du pays, ont mis au point des propositions et des actes importants sur le plan politique dont voici le contenu:

1. Contribuer au renforcement des espaces pour le travail des partis politiques, organisations syndicales et associations afin qu'ils puissent participer à la lutte et trouver une solution politique au conflit en dépit des prétextes du gouvernement pour empêcher cette participation ainsi que la libre expression de tous les secteurs nationaux.
2. Justifier les possibilités de réussite du rôle médiateur du Secrétaire Général de l'ONU dans la recherche d'un processus de négociation et surmonter la stagnation causée par le manque de flexibilité du gouvernement du Salvador. Ces propositions qui prendront effet à partir de minuit le vendredi 16 mars 1990, sont les suivantes.#

- a) Suspension totale du sabotage du transport public
- b) Suspension totale du sabotage des établissements commerciaux
- c) Suspension totale du sabotage des lignes téléphoniques
- d) Suspension totale des attentats contre les employés de la fonction public et des civils qui n'appartiennent pas aux organisations militaires ou paramilitaires des forces armées salvadoriennes.

Par ces actes, nous apportons notre contribution à la paix dans notre pays et rejoignons les aspirations de notre peuple et des différents secteurs politiques, économiques et sociaux qui veulent que soit négociée une solution politique au conflit ainsi que les garanties d'une démocratie pour toute la nation.

Mexico, le 13 mars 1990
Commandement Général du FMLN

En bref En bref En bref En bref En bref En bref En bref

=====

Les bombardements continuent:

Un avion A-37 de l'Aviation salvadorienne a bombardé sans discrimination la population civile à Guancora, Chalatenango. 6 personnes dont 2 adultes et 4 enfants sont mortes. Le bombardement a aussi causé de nombreux blessés. Beaucoup de maisons ont été endommagées.

L'objectif de cet bombardement est de forcer la population à quitter cette zone. Un avion A-37 et un hélicoptère UH-IM ont lancé des roquettes pendant plusieurs heures près de la caserne Los Ramos (Cacaopera), Morazan, causant beaucoup de dégâts aux habitations et aux cultures de la population civile et mettant leurs vies en danger.

Recrutement forcé

La 5ème brigade d'infanterie est en train de recruter des jeunes par la force dans le département de San Vicente. Un adolescent a été blessé par balle à San Vicente même, lorsqu'il a essayé de résister.

Les escadrons de la mort

Les meurtres continuent. Dans l'espace de quelques semaines, 18 étudiants, 4 membres d'ANDA et 7 enseignants ont été enlevés et 2 coopérateurs assassinés.

Combats à San Salvador

De violents combats entre l'armée et la guérilla se sont déroulés jeudi soir dans le secteur nord de la capitale salvadorienne. La principale attaque des forces du FMLN a eu lieu sur la colline d'El Carmen, dans le quartier de Mejicanos, l'un des plus touchés par les combats lors de la dernière offensive générale de la guérilla en novembre dernier. Les combats se sont également déroulés dans les quartiers périphériques d'Ayutextepeque, Colonia Escandia et Custatincingo.

Des détonations d'armes lourdes, des feux nourris de fusils automatiques et de mitrailleuses ont été entendus dans la ville, alors que des hélicoptères survolaient le secteur où se sont déroulés les combats. Les guerilleros ont dynamité des pylônes électriques, jeudi après-midi, provoquant des coupures de courant dans différentes parties de la capitale.



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1990/L.75/Rev.1
5 mars 1990

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-sixième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Argentine, Brésil, Colombie, Espagne, France, Grèce, Irlande, Mexique,
Pérou et Venezuela : ~~BELGIQUE, PORTUGAL~~

La situation des droits de l'homme en El Salvador

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et par les normes humanitaires que consacrent les Conventions de Genève du 12 août 1949 et le Protocole additionnel II de 1977 s'y rapportant,

Réaffirmant que les gouvernements de tous les Etats Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de respecter les engagements auxquels ils ont souscrit aux termes des instruments internationaux pertinents,

Notant avec satisfaction que le Représentant spécial indique dans son rapport (E/CN.4/1990/26) que le respect des droits de l'homme et le dialogue en faveur de la paix constituent des éléments importants de la politique du Gouvernement salvadorien, tout en constatant que cette politique n'a pas encore donné les résultats attendus,

GE.90-11551/3518A

4 P 133-15

Rappelant que, depuis 1980, l'Assemblée générale n'a cessé de se déclarer profondément préoccupée par la situation des droits de l'homme en El Salvador, comme elle l'a dit dans sa résolution 44/165 du 15 décembre 1989,

Ayant présente à l'esprit sa propre résolution 32 (XXXVII) du 11 mars 1981, dans laquelle elle a décidé de nommer un représentant spécial pour étudier la situation des droits de l'homme en El Salvador, ainsi que ses résolutions ultérieures sur cette question, et notamment la résolution 1989/68 du 8 mars 1989 par laquelle elle a prorogé d'un an le mandat du Représentant spécial,

Considérant que le conflit armé qui continue de se dérouler en El Salvador ne présente pas un caractère international et que les parties sont tenues de respecter les normes minimales de protection des droits de l'homme et de traitement humanitaire énoncées à l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949, ainsi que dans le Protocole additionnel II de 1977 s'y rapportant,

Vivement préoccupée par le fait que, en dépit des signes encourageants que laissaient entrevoir les réunions qui ont eu lieu à Mexico et à San José de Costa Rica en septembre et octobre 1989, entre le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, l'aggravation du conflit et la recrudescence de la violence ont gravement porté atteinte à l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la population salvadorienne,

Profondément inquiète du fait que, comme l'a indiqué le Représentant spécial, de même que le Rapporteur spécial sur la torture et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires aux paragraphes pertinents de leur rapport respectif (E/CN.4/1990/17 et Add.1 et E/CN.4/1990/13), en El Salvador le nombre de violations graves et même massives des droits de l'homme ne cesse d'augmenter, pour des raisons politiques, en particulier, les cas de torture, de détention et d'exécution sommaire, et que les disparitions, les enlèvements, les attaques contre les infrastructures économiques et les violations des normes humanitaires de la guerre ont continué,

Extrêmement indignée par l'assassinat collectif du recteur de l'Université d'Amérique centrale, de cinq professeurs et de deux membres du personnel de service, commis le 16 novembre 1989 par des membres des forces armées,

Préoccupée par le fait que, dans le contexte du conflit salvadorien, le Représentant spécial indique dans son rapport que de nombreuses sources continuent d'attribuer des exécutions sommaires et d'autres violations graves des droits de l'homme à ceux que l'on appelle les "escadrons de la mort",

Préoccupée également par le fait que, dans le contexte du conflit salvadorien, le Représentant spécial indique dans son rapport l'existence d'actions urbaines "aveugles" qui ont fait des morts et des blessés parmi la population civile et ont été commises par le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, ainsi que d'actions de commandos violents indépendants de ce Front,

Regrettant l'accroissement inquiétant des attaques et menaces contre divers membres des hiérarchies ecclésiastiques, de nombreux dirigeants, membres et sièges d'organisations politiques, syndicales et paysannes, ainsi que contre des proches de membres des forces armées, des fonctionnaires civils et des membres de leur famille,

Notant que des poursuites judiciaires ont été engagées concernant quelques exécutions sommaires, y compris celles des membres de l'Université d'Amérique centrale, mais qu'aucun progrès n'a été accompli dans la procédure judiciaire ouverte à la suite de l'assassinat de Mgr Romero, perpétré en 1980, et qu'il est urgent de découvrir et de châtier les responsables des nombreuses autres violations plus récentes des droits de l'homme, notamment des assassinats du Ministre auprès de la présidence, du Procureur général de la République et de hauts dirigeants politiques, et l'attentat mortel collectif contre une fédération syndicale,

Convaincue que le respect des engagements auxquels a souscrit le Gouvernement salvadorien dans le cadre du "Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale" (Esquipulas II) et dans les déclarations communes des cinq présidents des pays d'Amérique centrale d'Alajuela (Costa Rica), de Costa del Sol (El Salvador), de Tela (Honduras) et de San Isidro de Coronado (Costa Rica) constitue la base nécessaire pour assurer la promotion et le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales et contribuera sûrement à favoriser la démocratisation et le renforcement du processus de paix dans la région,

Notant avec satisfaction que, conformément à la résolution 637 (1989) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a commencé à prêter ses bons offices au Gouvernement salvadorien et au Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional pour permettre de relancer et de mener à terme avec succès le processus de dialogue,

Consciente du risque que le processus de recherche d'une solution politique au conflit salvadorien ne tourne court si de l'extérieur, au lieu de favoriser la conclusion d'accords justes et durables, on tente par différents moyens d'intensifier ou de prolonger le conflit armé, avec les graves répercussions sur la situation des droits de l'homme et sur les possibilités de reprise économique en El Salvador qui en résulteraient,

1. Félicite le Représentant spécial de son rapport sur la situation des droits de l'homme en El Salvador et appuie les recommandations qu'il contient (E/CN.4/1990/26);

2. Se déclare gravement préoccupée par l'augmentation du nombre des graves violations des droits de l'homme inspirées par des motifs politiques, tels que les exécutions sommaires, les actes de torture et les enlèvements, ainsi que par la poursuite des disparitions forcées;

3. Se déclare également profondément préoccupée par l'aggravation du conflit armé en novembre 1989, qui a provoqué tout spécialement une recrudescence de la violence, des bombardements et l'utilisation "aveugle" d'armements d'une grande puissance de destruction dans des zones à forte densité de population, faisant de nombreuses victimes parmi la population civile et des dommages considérables;

4. Se déclare également gravement préoccupée par les attaques systématiques contre les infrastructures économiques qui portent gravement atteinte à l'exercice, actuellement et dans l'avenir, de droits économiques, sociaux et culturels importants du peuple salvadorien;

5. Condamne l'assassinat du recteur et de sept autres membres de l'Université d'Amérique centrale, reconnaît que le Gouvernement salvadorien a remis à la justice un certain nombre de responsables présumés de ces crimes si abominables et espère qu'il continuera d'enquêter afin de châtier tous les coupables;

6. Regrette qu'en El Salvador, les "escadrons de la mort" continuent de commettre impunément de graves violations des droits de l'homme;

7. Se déclare par ailleurs profondément préoccupée par le fait que les actions urbaines "aveugles" menées par le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, ainsi que par les commandos violents indépendants de ce Front, constituent également des violations graves et impunies des droits de l'homme;

8. Se déclare aussi profondément préoccupée par le fait que la capacité du système judiciaire demeure insatisfaisante en dépit des efforts du Gouvernement salvadorien pour déterminer les responsabilités des auteurs de violations graves des droits de l'homme, et demande donc instamment aux autorités compétentes d'activer l'adoption des réformes et mesures nécessaires pour assurer l'efficacité de ce système;

9. Prie instamment le Gouvernement salvadorien, le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, et toutes les autorités, instances et forces politiques du pays d'adopter, comme l'a recommandé le Représentant spécial, des mesures immédiates pour mettre un terme aux attentats contre la vie, l'intégrité et la dignité des personnes, commis tant en dehors des combats qu'à l'occasion ou à la suite de ceux-ci;

10. Demande aux parties au conflit de garantir le respect des normes humanitaires applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international comme celui d'El Salvador, en particulier de protéger la population civile, les blessés de guerre, les personnes privées de liberté pour des motifs liés à ce conflit, de coopérer avec les organisations humanitaires qui oeuvrent pour soulager les souffrances de la population civile où qu'elles opèrent dans le pays et, de ne sanctionner, en aucun cas, le personnel médical et sanitaire en raison de ses activités;

11. Appuie pleinement la mission de bons offices entreprise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de renouer et de mener à terme avec succès le dialogue entre le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, conformément à la résolution 637 (1989) du Conseil de sécurité;

12. Lance un appel vigoureux au Gouvernement salvadorien et au Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional pour que, tirant profit des bons offices du Secrétaire général, ils s'efforcent d'aboutir le plus rapidement possible à un règlement politique négocié du conflit armé propre à favoriser l'existence et le renforcement d'un processus démocratique, pluraliste et axé sur la participation et impliquant la promotion et le respect des droits de l'homme du peuple salvadorien, en particulier le droit de choisir librement et sans ingérence extérieure d'aucune sorte, son système politique, économique et social;

13. Réitère son appel à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent d'intervenir dans les affaires intérieures d'El Salvador et, plutôt que de contribuer de quelque manière que ce soit à prolonger et intensifier le conflit armé, pour qu'ils encouragent la concertation en vue d'instaurer une paix juste et durable;

14. Demande à nouveau aux organes et organismes du système des Nations Unies de fournir, conformément à la résolution 44/165 de l'Assemblée générale et à sa propre résolution 1989/68 les conseils et l'assistance demandés par le Gouvernement salvadorien pour mieux assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

15. Constate avec satisfaction que, avec le consentement du gouvernement, ont été entreprises diverses opérations de rapatriements massifs de réfugiés qui ont décidé de leur plein gré de se réinstaller dans des zones rurales de conflit et demande instamment aux autorités compétentes de ne ménager aucun effort pour aider à répondre aux besoins les plus élémentaires de ces personnes et empêcher les actes de violence contre elles ou leurs installations;

16. Décide d'examiner, à sa quarante-septième session la question de la situation des droits de l'homme en El Salvador et le mandat du Représentant spécial, compte tenu de l'évolution de la situation des droits de l'homme dans ce pays;

17. Décide de proroger d'un an le mandat du Représentant spécial et prie ce dernier de présenter son rapport sur l'évolution de la situation des droits de l'homme en El Salvador à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session et à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session.

Naciones Unidas



Boletín de Prensa

DEPARTAMENTO DE INFORMACION PUBLICA * SERVICIO DE NOTICIAS * NUEVA YORK

COMUNICADO DE PRENSA DESPUES DE LA REUNION DE GINEBRA PRESIDIDA POR EL SECRETARIO GENERAL, ENTRE LOS REPRESENTANTES DEL GOBIERNO DE EL SALVADOR Y LOS REPRESENTANTES DEL FMLN.

A solicitud de los Presidentes centroamericanos y en el marco del mandato de buenos oficios que me confirió el Consejo de Seguridad a través de la resolución 637 del 27 de julio de 1989, he celebrado consultas con el Gobierno de El Salvador y el Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional con miras a convenir el formato, la mecánica y el ritmo de un proceso orientado a lograr, en el plazo más breve posible, bajo mis auspicios, el fin definitivo del conflicto armado en ese país. He aceptado llevar a cabo este esfuerzo a pedido del Gobierno y del FMLN y porque he recibido seguridades de ambas partes de que existe un propósito serio y de buena fe de buscar dicho fin por la vía de la negociación. Como resultado de mis consultas, el Gobierno y el FMLN han convenido en los puntos que se enumeran más adelante, que tienen el propósito de asegurar que el proceso se desarrolle de una manera eficiente y seria, y que fomente la confianza mutua mediante garantías apropiadas.

Estimo que la preservación escrupulosa de estas garantías, más allá de su importancia intrínseca, dará una indicación de la voluntad y capacidad de las partes para cumplir con los compromisos que contraigan en el curso de la negociación. En este entendido, el Gobierno y el FMLN se han comprometido a no abandonar el proceso de negociación.

1. El propósito del proceso será el de terminar el conflicto armado por la vía política al más corto plazo posible, impulsar la democratización del país, garantizar el irrestricto respeto a los derechos humanos y reunificar a la sociedad salvadoreña.

El objetivo inicial será el de lograr acuerdos políticos para la concertación de un cese del enfrentamiento armado y de todo acto que irrespete los derechos de la población civil, lo que deberá ser verificado por las Naciones Unidas, sujeto a la aprobación del Consejo de Seguridad. Logrado lo anterior, el proceso deberá conducir al establecimiento de las garantías y las condiciones necesarias para la reincorporación de los integrantes del FMLN, dentro de un marco de plena legalidad, a la vida civil, institucional y política del país.

4 P 133-15

2. El proceso se realizará bajo los auspicios del Secretario General y de manera continua e ininterrumpida.

3. Con el objeto de asegurar el buen resultado del proceso de negociación, el Gobierno y el FMLN aceptan un método que será desarrollado mediante dos tipos de actividades complementarias: el diálogo directo entre comisiones negociadoras con la activa participación del Secretario General o su Representante y la intermediación del Secretario General o su Representante entre las partes, asegurándose que tanto el Gobierno como el FMLN estén comprometidos al más alto nivel. El Secretario General procurará que dichas actividades se realicen de manera que contribuya genuinamente al éxito del proceso. El Gobierno y el FMLN asegurarán que sus comisiones negociadoras estén plenamente facultadas para discutir y concertar acuerdos.

4. El Gobierno y el FMLN convienen en que el proceso se desarrollará dentro de la más estricta reserva. La única información pública sobre su desarrollo será aquella que proporcione el Secretario General o su representante autorizado.

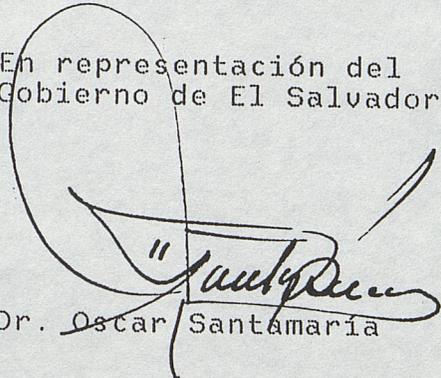
5. El Secretario General, en forma discrecional, podrá mantener contactos confidenciales con gobiernos de Estados Miembros de las Naciones Unidas o agrupaciones de éstos que puedan coadyuvar al buen éxito del proceso mediante su asesoramiento y apoyo.

6. El Gobierno de El Salvador y el FMLN coinciden en que los partidos políticos y otras organizaciones sociales representativas existentes en El Salvador tienen un papel importante en la consecución de la paz. Reconocen asimismo la necesidad de que tanto el Gobierno como el FMLN mantengan mecanismos adecuados y permanentes de información y consulta con dichos partidos y organizaciones sociales del país, debiendo comprometerse éstos a guardar la reserva necesaria para el buen desarrollo del proceso de diálogo. Cuando se estime conveniente - y de común acuerdo - las comisiones podrán invitar a representantes de estos partidos y organizaciones para recibir sus aportes.

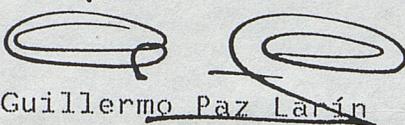
7. El Gobierno y el FMLN reconocen asimismo la utilidad de que el Secretario General mantenga contactos con personas y entidades salvadoreñas cuya contribución pueda ser de utilidad para sus esfuerzos.

Ginebra, 4 de abril de 1990

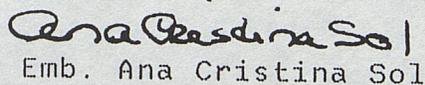
En representación del
Gobierno de El Salvador:



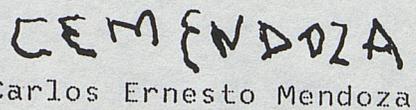
Dr. Oscar Santamaría



Emb. Guillermo Paz Larín

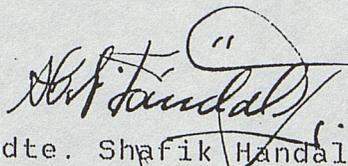


Emb. Ana Cristina Sol

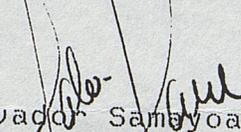


Emb. Carlos Ernesto Mendoza

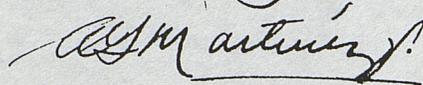
En representación del Frente
Farabundo Martí para la
Liberación Nacional:



Cmdte. Shafik Handal



Lic. Salvador Samayoa

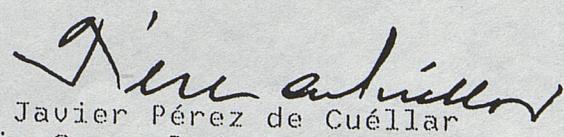


Cmdte. Ana Guadalupe Martínez



Cmdte. Roberto Cañas

En la función que me ha asignado
el Consejo de Seguridad
de las Naciones Unidas en la resolución 637 (1989)



Javier Pérez de Cuéllar
Secretario General de las Naciones Unidas